

Allemagne : quand Björn Höcke, en se réappropriant le drapeau allemand, est devenu le héros du peuple

écrit par Jean Schoving | 21 octobre 2015



© ARD (capture d'écran) Björn Höcke, président du groupe parlementaire de l'AfD en Thuringe

<http://staseve.eu/ard-sendung-guenther-jauch-sollte-den-afd-politiker-bjoern-hoecke-oeffentlich-fertigmachen-das-ging-aber-maechtig-nach-hinten-los>

Émission ARD : Günther Jauch avait pour mission de démolir publiquement le politicien du parti AfD, Björn Höcke – Mais cela a été un raté magistral

Publié le 19 octobre 2015 par staseve

Un héros national – c'est ainsi qu'on peut probablement appeler depuis hier le politicien de l'AfD, Björn Höcke. Mais cela ne change rien à la réalité sociale et à une question toute simple : « Où se situent les limites ? »

De tout temps, accaparer les symboles de l'adversaire a fait partie des méthodes les plus efficaces de la lutte politique.

Dans son article 22, la loi fondamentale (constitution allemande) définit les couleurs noir/jaune/or comme celles du drapeau fédéral de ce pays. Ces couleurs ont toujours constitué le symbole de l'Allemagne républicaine. Dans la République de Weimar, la « bannière impériale noir/jaune/or » était une unité de combat de la coalition de Weimar pour protéger la République contre ses ennemis radicaux, avec les socio-démocrates tels le futur Ministre Président de la Rhénanie du Nord/Westphalie, Heinz Kühn comme facteur déterminant.

Hier soir, chez Günther Jauch, le président du groupe parlementaire de l'AfD en Thuringe, Björn Höcke, a réussi un coup remarquable. Au début de l'émission, il a tiré le drapeau fédéral de la poche intérieure de sa veste et l'a posé sur l'accoudoir de son fauteuil. Un signe en direction du peuple allemand ! Le symbole a suffi. Car à ses côtés était assis le ministre fédéral de la Justice. Heiko Maas est membre du parti SPD.

Tel qu'il est déjà connu, Maas a également fait de la provocation chez Jauch. Il y a quelques semaines, à l'instar de Sigmar Gabriel, il avait qualifié de « racaille » les citoyens d'une localité protestant contre la politique en matière de réfugiés.

Le spectateur neutre comprit d'emblée qu'il fallait démolir politiquement à travers la chaîne ARD un personnage politique à la tête du mouvement citoyen, le président du groupe parlementaire de l'AfD en Thuringe.

Cela fut également démontré sous forme de complot fomenté par les Sarrois Heiko Maas (SPD) et Klaus Bouillon (CDU) en concertation avec le journaliste, Günther Jauch, et la directrice pour la politique intérieure de la chaîne NDR, Anja Reschke. Le but était de démolir en commun de façon politiquement officielle la figure de proue des citoyens protestataires d'Erfurt. **Comme Björn Höcke l'a très bien**

exposé : lors de la première promenade de citoyens avec manifestation, ils étaient 2 000 personnes à protester devant la chancellerie. Ces derniers temps, ils étaient plus de 10 000.

Mais, à la fin, ce sont les électeurs qui décideront de la politique qui s'imposera, ou bien le citoyen dans la rue, qui reconnaît et met en œuvre avec succès la souveraineté regagnée en tant qu'individu. Mais les débats publics sont dominés par une conception selon laquelle la lutte entre opinions a été remplacée par le ton moralisateur des gouvernants politiques. Le titre de l'émission en était déjà l'illustration : « Provocations, propos incendiaires, menaces – la haine devient-elle respectable ? »

A-t-on le droit de parler comme Björn Höcke ? Diriger politiquement les citoyens dans la rue ? C'est un droit fondamental. Pour tous les autres droits, il y a le code pénal y compris les faits correspondants. Le tribunal constitutionnel fédéral (*Bundesverfassungsgericht*) a toujours accordé à cet égard une importance majeure à la liberté d'opinion, concernant par exemple la question de savoir si on a le droit de dire « Les soldats sont des meurtriers ». « Provocations » et « propos incendiaires » sont généralement une question de position politique. Les soldats de la Bundeswehr auront interprété à juste titre cette déclaration comme propos incendiaire, mais il a fallu qu'ils l'acceptent au titre de l'expression légitime d'une opinion, d'autant plus qu'ils ne la partageaient pas.

Hier soir, Heiko Maas a passé bien près de la liberté d'opinion ! Et ceci en tant que Ministre fédéral, de plus ministre de la Justice et juriste de formation ! Qu'est-il advenu de notre pays à présent ! **Celui qui ne parle pas la langue des vieux partis CDU, CSU, les Verts, la Gauche, FDP et SPD, que seules des nuances séparent encore, est nazi, racaille, type insupportable, au point qu'il fait même l'objet de poursuites politiques par les médias concernant ses**

opinions !

La directrice pour la politique intérieure auprès de la chaîne NDR, Anja Reschke, a établi une relation intéressante. « **Si un État ne fait effectivement rien, alors il faut que nous fassions quelque chose.** » Mais elle n'a pas mené à terme ce qu'elle entendait par là, en tant que figure de proue de l'activité journalistique des médias de masse.

Madame Reschke a évoqué des messages qui lui ont été adressés après un commentaire critique dans l'émission *Tagesthemen* concernant des incidents xénophobes devant des centres d'hébergement pour réfugiés en Allemagne orientale. Les mêmes personnes qui applaudissent Höcke à Erfurt à cause du risque de viol par des réfugiés lui souhaitent la même chose dans les courriels cités.

Une telle boue a toujours existé, à la différence qu'aujourd'hui, l'envoi d'un courriel à la place d'une lettre suffit. On ne peut pas interdire cette façon de penser. Elle a toujours existé. Mais chez Jauch, où trouver la crise politique qui a déclenché la crises des réfugiés est devenu évident. Klaus Bouillon (CDU) l'a formulé ainsi : « *Nous avons besoin de la communauté de tous les démocrates. Nous avons besoin de solutions et non de propos incendiaires.* » Il n'a pas précisé ce qu'il entendait par la communauté de tous ceux qui sont démocrates. Le ministre sarrois de l'Intérieur a évoqué l'harmonisation des systèmes de traitement des données des autorités fédérales et régionales et leur meilleure interconnexion, pour garantir l'enregistrement de réfugiés et le traitement plus rapide de leurs demandes d'asile. Mais il existerait un délai critique de trois mois pour y arriver.

Le ministre fédéral de la Justice a parlé de « faits ». On ne pourra, dit-il, pas mettre un terme à cet afflux sans combattre les causes de l'immigration. Mais il existerait des « peurs justifiées » et le « politiquement correct » ne devait jouer aucun rôle. On parle de « peurs justifiées » à des

enfants, mais pas à des adultes. Ces peurs ont été décrites de façon assez concrète.

Björn Höcke a lui aussi déclaré qu'il fallait combattre les causes de la crise des réfugiés. Il a aussi cité les inquiétudes du syndicat de la police face à des troubles, si on ne ferme pas les frontières.

Tout bien considéré, il s'agissait d'une émission intéressante pour un spectateur neutre. Elle n'a certes rien apporté de neuf concernant les arguments, mais a montré du moins la peur du système actuel devant ses propres citoyens, la racaille.

Björn Hocke, de l'AfD, a été vainqueur aux points ! L'exécution politique de Björn Hocke en public par les journalistes Jauch et Reschke et les politiciens des partis traditionnels, Maas et Bouillon, a totalement raté ! De telles émissions de propagande apporteront uniquement un afflux encore plus important aux mouvements citoyens. Günther Jauch, continuez ainsi !

Source : Agence de presse ADN du 19.10.2015

Traduction Jean Schoving